



La société entière a besoin que vive la Culture !

C'est pourquoi les professionnels des Arts, de la Culture et de l'Animation Socio-Culturelle seront dans la rue le 19 Mars.

Ils ont plus qu'un devoir de solidarité avec les professeurs, les chercheurs, les professionnels de santé, le personnel des services publics, les salariés des entreprises publiques et privées menacés de licenciement massifs : ils ont aussi besoin de se battre à leurs côtés pour obtenir une amélioration de leur propre volume d'emploi, de leurs conditions de travail, de leur pouvoir d'achat, de leur protection sociale.

- Les organisations d'employeurs refusent des revalorisations de salaires...
- Le gouvernement s'apprête à agréer une convention d'assurance chômage qui poussera encore plus d'artistes et techniciens vers le RSA, tandis que le Pôle d'Emploi qu'il a mis en place peine à offrir des services aux demandeurs d'emploi et allocataires...
- Le MEDEF, avec la complicité du gouvernement, veut démanteler davantage la retraite, s'attaquant simultanément au système de base et au système complémentaire...
- Le gouvernement entend faire main basse sur une partie des fonds consacrés à la formation continue des professionnels du spectacle, gérés jusqu'ici par l'AFDAS...
- Les congés spectacles, nos congés payés, sont menacés de disparaître...
- La loi sur l'audiovisuel public, ainsi que la chute de l'investissement publicitaire, ont entraîné une baisse dans les commandes de nouvelles productions audiovisuelles...
- La réduction des ressources publiques, ainsi que la baisse dans les recettes pour la copie privée audiovisuelle, entraînent une baisse d'emploi dans le spectacle vivant...

Nous voulons vivre de nos métiers : cela implique des ressources pour la création aux niveaux national et local, une loi d'orientation pour la culture, des salaires dignes, permettant de subvenir aux besoins de sa famille, la protection du statut de salarié des artistes-interprètes, menacé non seulement à Bruxelles, mais aussi en France par ceux qui le considèrent comme un frein à la mobilité, ainsi que par la promotion de systèmes de portage et d'entrepreneuriat « novateurs ». En revanche nous sommes attachés à des systèmes d'assurance santé, de retraite et d'assurance chômage forts, pérennes, intégrés aux régimes interprofessionnels mais adaptés à nos besoins spécifiques.